

La crise de 2008 : systémique sans aucun doute, mais structurelle ou conjoncturelle ?

La crise de 2008

S'agit-il de la crise finale du capitalisme mainte fois annoncée par les tenants du marxisme ? Ou bien est-ce une énième crise cyclique nécessaire aux ajustements du capitalisme ? Personne ne peut le dire, ni même présager de son avenir. Observons que le capitalisme est en crise permanente et que ses épisodes aigus s'accroissent : 1929 (Krach de Wall-street USA), 1987 (caisse d'épargne USA), 1987 (krach boursier mondial), 1989 (crise japonaise), 1990 (crise immobilière européenne)... Ajoutons les guerres qui occultent les sous-jacents économiques de leur existence.

Quelques vérités

Le capitalisme n'est pas l'intérêt collectif mais celui d'une couche sociale : les propriétaires des structures économiques (les capitalistes). Ceux-ci s'affairent aux gains les plus élevés possibles. Ils prélèvent sur la valeur produite par le travail un bénéfice (plus-value) pour le revenu des actionnaires (dividendes). Le rapport de la valeur qui revient au capital (les actionnaires) et au travail (les salariés), c'est le taux d'exploitation et son ratio détermine en partie le revenu de chacun. Mais la comptabilité étant favorable aux privilégiés, elle n'est pas neutre et ne rend que partiellement compte du taux d'exploitation (sociétés écrans, avantages en nature, fraudes, composition de la masse salariale...). Néanmoins, si critiquables soient le compte de résultat et le PIB, ils révèlent que la grande majorité de la population est en dessous du revenu et du salaire médian.

L'axiologie de la plus-value (PV) de la théorie marxiste néglige que la PV se dissimule dans la masse salariale. Comment expliquer les salaires mirifiques des cadres supérieurs, sinon par la ponction sur les autres salaires. Il ne suffit pas d'abolir la PV et la propriété des entités économiques pour que cesse l'exploitation. Puisque cette dernière se maintient aussi dans les inégalités de revenus. Contrairement à certaines affirmations, la bourgeoisie n'est pas limitée aux seuls capitalistes. Mais elle incorpore la fraction privilégiée de la population qui tire avantage de l'oppression (hauts fonctionnaires, administrateurs, cadres, élus...). Cela est capital afin d'éviter les illusions de l'étatisme et du capitalisme d'État (Cuba, Chine, ex-URSS...).

Les aléas de l'économie capitaliste (croissance, décroissance, récession, expansion, choix de production, taux d'exploitation...) ne sont que les contradictions liées à la PV et ses déclinaisons (PV absolue et relative).

Un peu d'histoire

Suite à la crise de 1929 et la guerre de 1939-45 dues aux rivalités entre les capitalistes, les gouvernements occidentaux vont appliquer le fordisme et le keynésianisme.

Fordisme : rationalisation de la production (Taylor), baisse des coûts de la marchandise, augmentation des salaires, consommation soutenue de masse, hausse des chiffres d'affaires.

Keynésianisme : intervention de l'État, nationalisations, grands travaux, création de monnaie, développement du crédit, emprunt d'État et autres, élévation du déficit, redistribution fiscalisée de la valeur ajoutée, politique sociale plus avantageuse.

Le résultat est que la croissance stimule les bénéfices et les rentrées fiscales, le crédit réduit son impact, l'inflation est légère et elle comprime les coûts financiers. Les gains de pouvoir d'achat et les marchés vierges (ou peu alimentés) dopent la croissance.

Ces deux mécanismes ont engendré une période de croissance dite des trente glorieuses (1945 à 1975). Mais, déjà à partir des années 70, la conjoncture s'effrite. En effet, des marchés intérieurs sont saturés ou faiblement porteurs, des secteurs de production périclitent (l'acier, par exemple) ou deviennent marginaux, des nouveaux pays concurrents émergent, les matières premières et énergétiques deviennent plus chères, le développement des couches moyennes fait qu'elles sont mieux rétribuées et la conflictualité salariale peu propice aux gains de productivité concourent à la baisse de la plus-value : la rentabilité du capital décline. D'après certains spécialistes, c'est le début de la crise du fordisme qui sera aggravée par les politiques libérales.

De 1975 à 2008

Pour rétablir les marges et les bénéfices, le capitalisme doit baisser les coûts de production, restructurer son appareil de production (automatisation), licencier, précariser, flexibiliser, externaliser-délocaliser, conserver ou conquérir des nouvelles parts de marché... Les secteurs de production des pays dominants suivant leurs besoins vont variablement utiliser ce schéma, mais aussi comme variable d'ajustement : la baisse des coûts salariaux. Rompant avec le pacte fordiste et la régulation de l'État, la logique social-démocrate fait place à la dérégulation libérale et la mondialisation de l'économie.

Dans un premier temps certains secteurs obsolètes disparaissent (ex : sidérurgie), d'autres limitent la casse, voire explosent leurs bénéfices par des gains à l'export. La part des échanges dans le PIB mondial s'accélère (12% en 1967 ; 20% en 1987) et la globalisation assure et stimule la croissance mondiale et la solvabilité des marchés émergents. La logique du « mieux produisant » systématise la division internationale du travail, opérant des transferts de production vers les pays émergents. La concurrence de la valeur de la force de travail aboutit à dégrader la condition salariale des pays dits « développés ». Cela vitalise la crise fordiste, d'où la faiblesse

de la croissance, puis la décroissance (récession) des pays développés en 2008. L'année 2009 sera-t-elle par effet de contagion celle de la crise systémique mondiale ?

Un secteur économique, la finance va prendre sa part dans cette dépression. Des agents économiques (particuliers, États, collectivités, sociétés) qui ont des excédents d'argent vont placer contre intérêt et agio auprès d'officines et autres organismes de dépôt (banques, fonds, assurances, bourses, États...). Ces officines vont prêter contre intérêt à des agents économiques pour financer leurs besoins, vu leurs faiblesses d'autofinancement : c'est le crédit. La pression pour rétribuer de plus en plus l'épargne et l'actionnaire rend le crédit plus cher et l'actionnariat pesant. Soumis à pareil traitement, les particuliers baissent leur consommation, les sociétés pour se maintenir réduisent les coûts de revient notamment salariaux. Conséquemment, la consommation fléchit, la croissance est faible, l'autofinancement diminue, le recourt au crédit s'accroît, suit une politique anti-sociale de l'État, jusqu'à ce jour de 2008, ou, faute d'une croissance adaptée, le crédit censé servir l'épargne, l'actionnariat, les budgets des États, crée une crise mondiale. Car, comme toujours, il faut payer ses dettes ou c'est la faillite et la saisie des biens. Problème : les biens en question ne valent plus grand-chose ; baisse de 50% de la capitalisation boursière, les valeurs hypothécaires, l'épargne, les valeurs refuge s'effondrent. Comme tout le monde a sa dose de crédit ou d'épargne, par effet de dominos, la crise est générale. Les actifs entrant dans les divers bilans risquent fort de donner pour l'année 2009 une drôle de comptabilité (surtout le compte de résultats), vu la baisse d'activité.

Les gouvernements tous acquis à l'économie capitaliste ont laissé faire. Maintenant que la macro et la micro économie sont perturbées, ne renonçant pas au capitalisme, ils s'échinent à le sauver : refinancement des banques, nationalisation totale ou partielle, relance du crédit pour maintenir l'activité, aide à la consommation, relance de grands travaux, esquisses de revalorisation du pouvoir d'achat, emprunts d'État, croissance du déficit public, tentative d'accords internationaux (bancaires, fiscaux, plans de relance, commerce internationale, etc.). Comme en 1945, on refait Ford, Keynes et Bretton woods. Cela peut fonctionner ou capoter. Mais les problèmes ressurgiront à terme.

Les contradictions du désordre capitaliste

Le recours aux prêts, emprunts, capitalisations et déficits pour soutenir le capitalisme fut judicieux en 1945 mais ne l'est plus actuellement. Le taux d'endettement est tel qu'il pénalise par son coût la rentabilité du capital et les possibilités budgétaires des États. Pour sauver la finance, l'Europe a débloqué 1700 milliards d'Euros et, quant aux États-Unis, c'est 700 milliards de dollars et ceux-ci prévoient 4 000 milliards de dollars pour le plan de relance. Concernant la France, les aides financières de son État pourraient contribuer à augmenter la dette de 10% à 13%, c'est-à-dire environ 70% du PIB. Pour éviter la faillite du crédit, on recrée du crédit.

L'État se présente comme le garant des dépôts pour que l'épargne ne se retire

pas des banques, ce qui engendrerait une seconde crise. Mais quel État peut garantir de moitié à plusieurs fois son PIB : les valeurs bancaires en France représentent trois fois et demie son PIB.

La création monétaire qui utilise la planche à billet pour épauler l'économie induit de l'inflation, l'endettement des États, la baisse des taux d'intérêts (dont la rentabilité de l'épargne et du coût du crédit) et de la valeur de la monnaie (taux de change), c'est bon pour l'export (moins cher) mais mauvais pour l'import (plus onéreux). La balance des paiements révèle la fragilité de l'économie entrant dans sa mesure.

La relance par l'investissement (restructuration, rationalisation et modernisation de l'appareil de production) opère des gains de productivité et de compétitivité sur le marché. Néanmoins, cela entraîne simultanément des licenciements, une diminution de la consommation et une dépréciation des stocks ; parce que l'offre ne crée pas la demande.

La relance par la consommation (pouvoir d'achat et déficits) booste la croissance. Toutefois, on ne sait pas si les achats vont doper le marché intérieur ou celui des autres pays. Or, si on avantage un autre marché, on fait de la dette sans recette. Ce qui pose le problème de la balance des paiements et du PIB. D'autre part, l'augmentation des salaires rend moins compétitif sur le marché. Et puis, quand ce dernier est saturé, quelle relance ?

Les conflits sociaux qui rendent instables les jeux politiques et économiques des pays ont de grandes chances de s'amplifier, voire d'être déstabilisateurs par le manque de réponses positives du système. L'état existentiel, la santé physique et psychologique soumis aux traitements des exigences du capitalisme atteignent les limites du supportable. N'oublions pas aussi les impacts environnementaux de l'économie productiviste.

Un conflit larvé entre les États

Les rapports internationaux sont soumis aux désidérats impérialistes de chaque État. Toute la géostratégie et politique s'élabore sur le fait que chaque État tant que puissance économique, militaire, technologique... défende ou impose ses intérêts. Les USA veulent garder la première place alors que l'Europe et la Chine la convoitent. La Russie espère son retour impérial de feu l'URSS. L'Inde, le Brésil, la Turquie et les différents blocs (d'Amérique du sud, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie) veulent leur part du gâteau. Quelques données en moyenne et hypothèses :

- croissance du PIB jusqu'en 2030 : Japon, Europe de l'Ouest, Canada et États-Unis + 2%, Moyen-Orient et Australie + 3,5%, Russie, Turquie, Afrique et Amérique Latine + 5,2%, Inde et Chine + 6%.
- besoins énergétiques entre 2010 et 2030 : pétrole + 30%, charbon + 80%, gaz + 35%, nucléaire + 15%. Ajoutons que les réserves de change sont de 1700 milliards de Dollars pour la Chine, de 1200 milliards de Dollars pour d'autres

Paul Anton.

-1._ « Le capital monopolistique d'État » Paul Mattick. -2._ Krach boursier de Wall Street entre le jeudi 24 octobre et le mardi 29 octobre 1929 entraînant la ruine de millions d'épargnants aux États-Unis. -3._ Le PIB américain fut divisé par deux. Quinze millions de chômeurs et 1/3 de la population sombraient dans la pauvreté. -4._ « Le nouveau capitalisme et l'ancienne lutte de classes » Paul Mattick. -5._ Le 5 juin 1947, le secrétaire d'État Georges Marshall définit un programme à l'université Harvard pour reconstruire l'Europe de l'Ouest. Quatorze milliards de dollars furent apportés par les États-Unis entre 1948 et 1951 à la France, l'Italie, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Allemagne ainsi qu'à douze autres pays. -6._ Pour les États-Unis, le chômage fluctuait entre 4,5 % et 5 % lors des dernières années de la guerre d'Indochine. -7._ Le taux d'accumulation s'était élevé presque à 25 % de la production globale pour l'Europe et le Japon. Les pays développés avaient multipliés par trois leur PIB. -8._ - 8,4 % en France et - 11,1% aux États-Unis pour le premier trimestre 1974. -9._ Pour la France, le taux de profit s'élevait à plus de 15 % de la valeur ajoutée par les entreprises au Produit National Brut (PNB) à la fin des années 40. Il était de moins 8 % en 1974. -10._ + 13,6% pour la France et + 11% pour les États-Unis. -11._ Seulement à 3,6 % en mars 1974 pour la France, alors qu'il plafonnait à 9,1 % pour les États-Unis. -12._ Ceci dit, il y a une différence notoire entre la doctrine pure et la mise en pratique du moins sur le plan économique. -13._ L'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1948, par exemple. -14._ Doit-elle se comprendre comme étant la stricte application de la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo dans le but d'optimiser le volume de production ? -15._ « La première critique de l'économie politique » Engels. -16._ Le salaire socialisé englobe des prestations sur la santé et le logement ou des aides diverses. -17._ Pour rembourser la dette, il faut créer de la monnaie. -18._ L'Allemagne y fut confrontée entre 1922 et 1924. -19._ La fusion du capital industriel et capital bancaire. -20._ Fin octobre 2008, l'estimation était de 25 000 milliards de dollars depuis janvier de la même année.

Du crédit, encore du crédit et toujours du crédit et le capital est sauvé ?

Le crédit joue en effet un rôle très important dans le développement du capitalisme, qui s'est amplifié avec l'avènement du capital financier*19. Le crédit est l'existence idéale de l'argent qui est ce médiateur de l'échange. Son utilisation peut permettre de surmonter les difficultés rencontrées au cours de l'accumulation, mais de façon temporaire en définitive. Il est aujourd'hui la dernière chance du capitalisme tel un serpent se mordant la queue jusqu'à ce que ça lui soit fatal. En attendant, la situation, déjà fort mauvaise aux États-Unis, s'est dégradée avec « les subprimes » : ces actifs immobiliers dépourvus de valeur qui étaient financés par le crédit avec un taux de remboursement fluctuant au gré de l'inflation et au final non payable par plusieurs millions de ménages, car la part du remboursement se montait à une proportion trop importante de leurs revenus. On s'est retrouvé dans le même cas de figure que lors de la crise de 1929 (excepté le protectionnisme) : 1) l'interdépendance du système bancaire ; 2) la crise de confiance (s'étant décuplée, puisque la mondialisation a fait que toutes les économies nationales sont imbriquées les unes aux autres). En 2008, les bourses ont perdu des sommes astronomiques*20. Certaines banques ont purement été nationalisées. Afin d'éviter la répétition de la crise de 1929 qui aurait pu être bien pire sur le coup, les États ont été contraints d'intervenir en prêtant massivement de l'argent pour sauver les banques et les entreprises de la faillite. Mais leurs déficits se sont encore plus aggravés, ils sont maintenant abyssaux et par là-même plombent la reprise de la croissance. Ce ne sont pas les différents sommets internationaux (G4, G7, G8, G10, G16, G20...) qui vont changer grand chose pour l'instant, car les faits sont têtus. En 2010, la dette publique mondiale se chiffrait à 35 117 milliards de dollars. D'ici 2012, celle-ci pourrait représenter 125 % du PIB pour les États-Unis et l'Union Européenne, 270 % du PIB pour le Japon ! La faillite par l'effet domino de tous les États est envisageable et les plus menacés par ordre de probabilité sont : l'Islande, la Bulgarie, la Lituanie, l'Estonie, la Grèce, l'Espagne, la Lettonie, la Roumanie, la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Irlande et la Hongrie.

C'est pourquoi : 1) Les capitalistes doivent retrouver une accumulation convenable pour permettre les investissements et rester compétitif tout en réduisant la dette. Cela soulève le problème de la rente car les capitalistes forment une classe voulant maintenir ses intérêts. 2) Paradoxalement, les capitalistes se livrent à une concurrence acharnée entre eux pour avoir le plus de profit possible, mais toujours au détriment de la force de travail. Par conséquent, cette même concurrence accentue la centralisation des capitaux qui suppose la concentration. Dès lors, les capitalistes les plus faibles sont éliminés.

Formulons trois hypothèses. 1) Le capitalisme va-t-il inaugurer un « chaos » généralisé qui pourrait préfigurer un retour de l'accumulation primitive (sauvage) ? 2) Choisira-t-il au contraire d'épouser l'écologie avec le consentement de la prochaine gouvernance mondiale ? 3) N'est-il pas condamné à s'autodétruire ?

Évitons en tous cas de tirer des conclusions trop hâtives.

pays émergents d'Asie et de 1000 milliards de Dollars pour la Russie et l'OPEP. Il se dit même que le PIB du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine pourrait dépasser en 2040 le PIB du Royaume-Uni, d'Allemagne, d'Italie, des USA, du Japon et France.

La dernière réunion du G20 illustre bien les difficultés des États à se mettre d'accord, en n'accouchant que d'une vague incitation à la croissance et à la surveillance de la finance internationale.

La baisse des taux d'intérêts occidentaux pour du crédit moins cher fait que l'épargne, peu rémunérée, va s'investir ailleurs. C'est le cas des fonds souverains du Moyen-Orient : 2000 Milliards de Dollars. La Chine qui détient 585 Milliards de Dollars et vend aux USA pour 385 Milliards de Dollars demande à ces derniers de relever les taux d'intérêts, et de garantir un dollar fort. Dans le secret espoir que cette manne financière dope le marché chinois, autorisant la Chine si nécessaire à se passer de la mondialisation ou des entraves du protectionnisme. La Russie et d'autres ont les mêmes visées. Le G7 s'essaie à financer par le crédit des plans de relance sur leurs marchés réciproques. Les pays émergents et exportateurs sont satisfaits mais ils ne veulent pas payer en réduisant le rendement de leurs placements dans le G7. Les USA entendent subventionner son secteur automobile. Ce qui fait grincer les Européens et les Japonais, qui craignent pour leurs parts de marchés, ces tensions incluent d'autres industries : acier, informatique, armement, etc. Pour limiter leurs pertes, les fonds spéculatifs (Hedge-fund) vont céder plus de 700 Milliards d'actifs, ils vendent dès la remontée de la bourse et la font rechuter. Les États, principalement Anglo-saxons, laissent faire, vu que ces fonds détiennent les avoirs de collectivités territoriales, d'États, de caisses sociales... dont il est impératif d'amoindrir les pertes.

Chacun quand il est compétitif oblige l'autre au libre-échange mais pratique le protectionnisme lorsque ça l'arrange. Ce beau monde utilise pour magouiller les paradis fiscaux et l'opacité bancaire tout en faisant l'apologie de la transparence de la finance. De facto, l'économie mondiale est un vaste mécano où le jeu d'une pièce gagne l'ensemble. Ce dernier est instable et conflictuel par nature (profiter des avantages de la mondialisation et se soustraire à ses inconvénients...). Les rivalités intestines des capitalistes et des États ont et continuent de déboucher sur des conflits sanglants. Néanmoins, ils s'entendent toujours pour faire payer leurs privilèges à la population, et mater toute contestation de leur ordre.

Les illusions

L'option libérale pense que c'est l'existence de la régulation étatique du capitalisme qui entrave l'harmonie du libre-échange et de l'efficacité économique (les incidences ne peuvent désormais plus être dissimulées). La critique social-démocrate du libéralisme pense que ce n'est pas l'économie capitaliste adossée au marché qui est mauvaise, c'est son côté excessif, trop brutal : l'État et le politique doivent cadrer l'économie et pacifier les antagonismes sociaux, afin d'obtenir une société stable. Il ne

faut pas toucher à la structure même du système mais agir sur les effets conjoncturels. C'est le jeu des compromis, des alliances, des négociations, des élections et de l'idéologie bourgeoise. Tous ces vecteurs constituent, surtout avec la gauche (partis et syndicats), le socle référentiel d'un capitalisme social et amendable à visage humain soi-disant, etc., d'où le peu d'imagination qui leur font reprendre les vieilles recettes keynésiennes-fordistes et l'incantation de l'État. En la matière, la fonction de l'État est d'être la seule autorité de droit capable d'imposer une ligne libérale, social-démocrate ou marxiste-léniniste. La gauche et l'extrême-gauche chantent le retour à l'État et ses lois gouvernementales, sa fiscalité, ses douanes, ses nationalisations, son protectionnisme et ses relances économiques (tout en faisant abstraction de sa nature autoritaire : armée, police, prisons...). Le futur nouveau parti anti-capitaliste ne propose même pas un nouveau mode économique, ni la suppression de la plus-value, mais, comme n'importe quel réformisme le plus plat, de réduire le taux d'exploitation en redistribuant davantage au profit des salaires.

Or, qu'il y ait ou non croissance et hausse des salaires, il faudra rembourser le crédit, régler les déficits, être compétitif sur les marchés, juguler les conflits sociaux, mater les révoltes et assumer les éventuels conflits militaires. C'est là que l'État intervient comme le produit des sociétés inégalitaires, la fonction de sa machinerie institutionnelle étant de les pérenniser. Refuser la critique de l'État, c'est renforcer sa légitimité et en faire la religion civile, c'est tenter d'empêcher les opprimés de le contester, de se soumettre à sa puissance despotique, c'est orienter l'anti-capitalisme dans une impasse et installer un nouvel opium du peuple.

Que faire ?

Continuer à subir tranquillement dans le désœuvrement de l'individualisme ou croire que le vote sanction lors de la prochaine élection changera quelque chose, c'est se berner ! Il suffit également de jeter un coup d'œil sur l'histoire pour s'apercevoir que nos maigres droits n'ont été acquis que par la lutte. D'après nous, tous ceux qui veulent s'y engager ne doivent compter que sur leur capacité à agir de façon autonome : la mise en place sur nos différents lieux de vie d'assemblées générales et de comités de lutte qui reposent sur la démocratie directe et l'initiative de tous, usant de moyens d'action bien précis : débrayages improvisés, coulages de la production, grèves du zèle ou perlée, sabotages sous différentes formes, autoréductions et réappropriations multiples, occupations diverses, manifestations sauvages, désobéissance civile... Ouvrons pour que ces deux terminaisons nerveuses de la lutte se développent et se massifient tout en se fédérant horizontalement et qu'elles deviennent ainsi des réseaux fortifiés, qui le cas échéant pourraient porter l'estocade à ce système. Les partis et leurs syndicats sont continuellement divisés. Ils préfèrent se soucier de leurs intérêts bureaucratiques et leurs solutions entretiennent les mythes des vieilles recettes keynésiennes-fordistes. Ils soumettront la lutte à venir à cette exigence : appel à l'unité nationale (compromis avec la bourgeoisie et le capital), acceptation du plan de rigueur (nouveaux sacrifices pour les couches populaires et moyennes), respect du cadre

ce qui fut possible une fois ne saurait l'être « *ad vitam aeternam* », la médication keynésienne ne fait aucunement exception à cette règle. Car une économie ne peut se maintenir que temporairement par le déficit public ou le crédit pour répondre au manque de solvabilité. A long terme, une catastrophe se produit fatalement. De surcroît, le capitalisme n'est pas un mode de production statique. Il a besoin de la crise comme d'un mal nécessaire pour changer de forme : « *se restructurer pour continuer à exister grâce au travail aliéné générateur de plus-value qui par la médiation de la propriété privée s'avère être l'essence même du mode de production capitaliste.* »

Le signe avant-coureur de la crise de 1974 fut la stagflation aux États-Unis en 1965. Dans les grands pays industrialisés de l'ancien bloc de l'Ouest, les capitalistes étaient confrontés à une diminution de la production industrielle*8, une baisse importante du taux de profit*9 et une augmentation des prix à la consommation*10 ; corrélativement, l'inflation galopait et le chômage redevenait massif*11. Dès lors, le libéralisme*12 a de nouveau eu le vent en poupe, il sonnait le glas de la médication keynésienne et de son « *welfare state* » (État-providence). Les libéraux ont accéléré la mondialisation, dans laquelle la circulation des capitaux et des marchandises ne doit rencontrer aucun obstacle comme le protectionnisme, par exemple. Pour y parvenir, ils ont imposé une révision des accords internationaux de juillet 1944 (« *Bretton Woods* ») et d'après-guerre*13. Cette dérégulation signifiait un affaiblissement puis un démantèlement du cadre national et une division internationale du travail*14, allant à son terme avec ses transferts de secteurs de production (le textile, la sidérurgie...) vers « *le Tiers-Monde* », tandis que d'autres étaient abandonnés à l'instar de l'industrie charbonnière. Des pays tels que la France et les États-Unis poursuivaient leur tertiarisation. Les différents gouvernements des pays occidentaux réussissaient à briser les reins de la classe ouvrière, annihilant au passage son identité. Ils en profitaient également pour dégrader l'ensemble de la condition salariale. Cela se traduisait par une recherche toujours plus accrue des gains de productivité et une amplification de la concurrence « *à son plus haut degré l'asservissement réciproque où se tiennent les hommes. Elle est la grande force motrice qui tient toujours en activité notre ordre ou plutôt notre désordre social, vieux et débile.* »*15 Cette même concurrence avec les coûts de production contribue à fixer les prix des marchandises, notamment la valeur de la force de travail. Lorsque les prix de vente sont élevés et qu'en proportion inverse les salaires ne suivent pas pour cause de stagnation, de rognage sur la part indirecte*16 ou sont portés à un taux minimum (SMIC) pour juste de quoi assurer la reproduction de la force de travail, la consommation ralentit et se trouve au point mort. Certes, le taux d'exploitation peut être plus important pour escompter restaurer la rentabilité du capital. Mais ce n'est guère suffisant et la récession atteint sa limite. Si l'accumulation du capital d'un côté signifie l'accumulation de la misère de l'autre, les capitalistes ne peuvent se permettre qu'elle soit endémique, puisqu'elle peut susciter des convulsions sociales et les menacer à terme ; surtout, si l'inflation, qui peut s'avérer être fort utile pour réduire la dette*17, comme sous l'ère du duo Ronald Reagan & Margaret Thatcher, aboutit à l'hyperinflation*18 lorsqu'elle n'est plus du tout maîtrisable.

« un capital en tue beaucoup d'autres »*1.

2.- User massivement de l'emprunt et du crédit contre des intérêts, émettre de la monnaie pour financer les besoins afin de stimuler la croissance. Cela gonfle, certes, le déficit public, mais il s'atténue avec les recettes fiscales.

3.- Impulser une politique de grands travaux (autoroutes, logements, écoles...), développer la production d'armements (pour se préparer aux conflits impérialistes) et appuyer la recherche scientifique, etc.

Cette médication keynésienne fut appliquée pour la première fois aux États-Unis, via le New-Deal en 1934 pour répondre à la crise de 1929*2 et à la grande dépression des années 30*3, mais également contre le laissez-faire qui consistait à s'en remettre passivement aux lois du marché.

Cette médication rompait alors avec cette théorie économique bourgeoise voulant que l'équilibre de l'offre et de la demande se restaure par le va-et-vient de l'inflation et de la déflation. La médication keynésienne n'a fait que simplement la réinterpréter en partant du point de vue que la consommation détermine la production. Le capitalisme ne sera jamais basé sur les besoins des Hommes et des Femmes, mais uniquement sur sa propre valorisation qui est sa raison d'être. L'accumulation ne peut se réaliser qu'en capitalisant la plus-value par la vente des marchandises. En d'autres termes, « une quantité donnée de capital doit engendrer une quantité supérieure »*4. Les dépenses de l'État furent élevées pour répondre au besoin et au défaut d'accumulation, permettre d'obtenir de nouveaux marchés pour garantir l'expansion du capital et tout particulièrement du secteur privé qui doit nécessairement se poursuivre hors du cadre national devenu étroit ; bien qu'il soit un facteur stable.

Contredisant la théorie de l'allocation optimale des ressources d'Adam Smith et infirmant la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say, le problème de la surproduction chronique illustre ce trop plein de capacités productives impactées par les bouleversements techniques et scientifiques, modifiant la composition du capital organique. Ce trop plein n'est rien d'autre que la suraccumulation résultant de la limite même de l'accumulation du capital. Précisons que les grands capitalistes peuvent momentanément, avec leur quantité de capitaux, se permettre une baisse du taux de profit lors de l'accumulation. Si cela devait perdurer dans le temps, l'existence du capitalisme se poserait donc. De plus, quand une grande puissance occidentale ne réussit pas à maintenir un taux de profit suffisant pour assurer la rente et l'expansion du capital, la guerre est une des solutions appropriées : médication keynésienne ou pas ! Cette médication s'accompagnant du « Plan Marshall »*5 n'aurait jamais pu engendrer la période dite des Trente Glorieuses sans la Seconde Guerre mondiale et ses destructions considérables physiques et monétaires de capital. Ce conflit avait permis de reconstituer une base de départ pour un nouvel essor : croissance de la production et du commerce, forte stabilité sociale avec le plein emploi*6 et prépondérance de la classe moyenne. Autrement dit, l'accumulation repartait de plus belle et même assez rapidement*7. Il y a donc bien cette séquence crise → dépression → guerre → reconstruction. C'est une vérité à laquelle il paraît très difficile de regimber. Néanmoins

institutionnel qui est censé être représentatif par la dite présence de ces mêmes partis et syndicats, alors qu'ils ne rassemblent en leur sein qu'une partie infime de la population.

Les objectifs de la résistance populaire autonome

Posons-nous la question : est-il normal que la richesse se concentre sur si peu de personnes, a fortiori quand des milliards d'êtres humains sont réduits à la misère ? Dans l'immédiat, les objectifs de la résistance populaire autonome seraient de reprendre l'argent de la spoliation (gros salaires, traders, banquiers...) des travailleurs, de saisir les biens des spéculateurs. Faire payer les riches, c'est un moyen de garantir à tous les besoins fondamentaux (santé, éducation, logement, nourriture, transport...). Mais soyons lucides : si cela peut soulager à court terme, le système reprendra ce qu'il a concédé et ce sera le retour à l'état antérieur.

Tant que le capitalisme ne sera pas supprimé, crises, exploitations, guerres, misères et pollutions prospéreront. Il s'agit bien d'agencer un autre système dont les bases seraient une économie au service de l'humain et non l'inverse, sa planification suivant l'intérêt collectif et non celui d'une minorité, la répartition égalitaires des biens produits, la création de biens durables et respectueux de l'environnement, etc. Cela n'est pas très compliqué : il suffit d'ôter la propriété privée des entités économiques pour qu'elles soient communes (propriété sociale) et de rendre les décisions collectives et non le fait de quelques minorités.

Conclusion

Naguère, il fut dit que faisant du Dollar la monnaie du monde, il a introduit en son sein toutes les contradictions. Aujourd'hui, nous disons que le monde étant devenu capitaliste, celui-ci agrège toutes les contradictions du monde ; c'est peut-être l'aspect contradictoire de cette situation qui ouvrira des possibles. N'en déplaise à certains, agités par un protectionnisme keynésio-fordiste d'où effleurent des relents nationalistes.

Les libéraux prétendent que le capitalisme est indépassable et que le marché est la forme naturelle des sociétés. Depuis longtemps, nous clamons que le capitalisme n'est pas éternel et qu'il doit disparaître, que l'état naturel de la société c'est la culture inscrite dans des processus historiques et idéologiques. Nous refusons d'être réduit à une marchandise (force de travail) et réifié dans des rapports de production et de consommation que le capitalisme et le marché imposent. Nous voulons une société libre, juste, égalitaire, solidaire, sans guerres et exploités, tel est notre credo et combat.

Il est impérieux que les anarchistes révolutionnaires unissent leurs efforts et co-agissent pour que l'avenir ne ressemble pas aux cauchemars du passé.

CNT-AIT Caen, décembre 2008

EPARGNER L'ERPAGNE, EST-CE CREDIBLE ?

La lecture de la presse économique aiguise ma curiosité et me renvoie au texte « La crise de 2008 systémique sans aucun doute, mais structurelle ou conjoncturelle ? », publié dans le numéro 110 du journal Anarchosyndicalisme ! de la CNT-AIT. Ce texte ne croit pas, pour l'heure, à la possibilité d'un accord international (se reporter au paragraphe « Un conflit larvé entre les États »).

Qualifié ironiquement de « G vain », le G20 de Pittsburgh ne fait d'ailleurs qu'illustrer les rivalités inter-impérialistes. Le refus du contrôle des flux financiers via les paradis fiscaux n'est que la conséquence de ce que dit ce paragraphe : « Ce beau monde utilise pour magouiller les paradis fiscaux et l'opacité bancaire tout en faisant l'apologie de la transparence de la finance ». Pour preuve, les avoirs des banques françaises dans les paradis fiscaux représentent 532 milliards de dollars, soit une perte fiscale de 20 milliards de dollars. Soyons audacieux en ajoutant les avoirs bancaires des particuliers et des fonds spéculatifs, puis les avoirs non connus. Combien tout cela représente-t-il de dépôts et d'évasion fiscale ? On conviendra qu'il serait tout à fait possible d'alimenter tous les budgets sociaux.

Le texte signale qu'il s'agit aussi d'une crise du crédit. Pour le sauver, on refait du crédit et l'ardoise, in fine, se payera très chère. A ce jour, la dette publique mondiale se monte à 35 117 milliards de dollars. Pour le G10, la dette publique va passer de 78% du PIB (chiffre de l'année 2007) à 114% du PIB en 2014. Concernant la France, la dette publique atteindrait 80% du PIB en cette année 2010. Ce qui ne gêne pas le gouvernement pour lancer un grand emprunt d'État, semble-t-il à 4,5% d'intérêt annuel. Que penser de ce président de Région, de gauche, qui entend, quant à lui, lancer son emprunt régional ? La fuite en avant est bel et bien l'art de l'illusion pour soutenir l'économie et le crédit qui la stimule : « On enfle la dette ».

Aucun gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, ne peut échapper à cette réalité. La cure d'austérité va être plus ou moins bien répartie en fonction de l'option du gouvernement. Mais ce sont les plus fragiles et la classe moyenne qui trinqueront. A ceux qui veulent continuer à faire l'autruche en ne voyant dans mes propos que du pessimisme d'anarchosyndicaliste, je cite Pierre Antoine Delhommais dans l'édition du journal Le Monde du 11 et 12 octobre 2009 : « La deuxième mort du socialisme, plus de place pour des mesures de relance, de cadeaux fiscaux, pour des avancées sociales. Parce que la dette publique n'autorise plus de dépenses mais des restrictions. »

Tout cela agite les cénacles d'économistes, qui connaissent les rapports entre l'épargne et le crédit, les taux de changes et d'intérêts.

Depuis fort longtemps, on conserve sous forme de trésor une partie de la richesse pour gérer les aléas économiques. De nos jours, des organismes récupèrent l'équivalent monétaire des excédents de revenus de certains agents économiques (les

nous devons la manier avec beaucoup de prudence) ;

- celui qui est placé temporairement en stage ou formation en tout genre ;
- celui qui est en attente de mobilisation mais que Police Emploi soumet à une pression morale continue (éviter qu'il en arrive à concevoir l'idée de désertier) ; - celui qui est estimé usé, voire trop délabré et purement mis de côté (les inemployables).

III

Le capitalisme est une structure sociale qui est régie par ses lois propres et c'est bien pour ça que toute prétention à vouloir le réformer est grotesque puisque précisément il y a un lien étroit entre l'accumulation du capital d'un côté et l'accumulation de la misère de l'autre .

D'autre part, la crise de 2008 (comme toute crise) ne fait qu'illustrer que le capitalisme se meut dans une logique contradictoire.

Posons nous alors ces deux questions suivantes :

- la crise de 2008 est-elle une crise cyclique classique dans la mesure où le capital peut reprendre son expansion ou est-elle au contraire plus profonde, à l'instar de celle de 1929, qui a été suivie de la Grande dépression des années 30) ?

- la crise de 2008 préfigure-t-elle un regain de la lutte de classes ? C'est à quoi il faut travailler car pour un révolutionnaire sérieux et a fortiori anarchosyndicaliste, il s'agit d'œuvrer au dépassement du capitalisme par sa destruction. Telle est la nécessité impérieuse.

Paul Anton, CNT-AIT Caen (2010)

[1] Avant la crise, le capitalisme français prévoyait qu'il allait manquer de bras par le simple jeu démographique, d'où la mise en chantier de ce projet de loi.

KEYNESIANISME, SOCIAL-DEMOCRATIE : L'IMPASSE ?

Le capitalisme est en proie à une crise qui dure maintenant depuis près de quarante ans. La crise de 1974 montra l'essoufflement des interventions de l'État connues sous le nom de « médication keynésienne » pouvant se résumer à :

1.- Nationaliser des secteurs de l'économie en très grande difficulté. Ne pouvant résister à la concurrence et ne dégagant peu assez ou aucun bénéfices, ils sont purement et simplement transformés en des monopoles d'État (banques, automobile, bâtiment...) pour pallier aux insuffisances du secteur privé. Rappelons que la concurrence dans le capitalisme aboutit à la phase oligopolistique et monopolistique par cet effet de la centralisation consciente (trusts, cartels) qui s'accélère avec la crise -

l'extension des multinationales ou des grands oligopoles.

Avec l'appui des politiciens - peu importe qu'ils soient de droite ou de gauche - la dérégulation méthodique se met en place au fil du temps pour les besoins du marché (l'AGCS, accord général sur le commerce et les services, par exemple). C'est tout simplement le démantèlement du capitalisme monopolistique d'État (issu de l'après-guerre).

Celui-ci était en réalité une économie mixte dans laquelle la nationalisation d'une partie du secteur privé intervenait pour pallier les déficiences de ce secteur. Le financement était assuré par les impôts ou les emprunts : c'est miser sur la dette publique et son corollaire, l'inflation, qui se répercute sur la consommation. Le secteur public et le secteur privé ont pu coexister dans la mesure où le premier n'arrivait pas à asseoir son hégémonie. Si le contraire s'était réalisé, le capitalisme d'État aurait été de mise, comme ce fut le cas dans les anciens pays du bloc de l'Est (ceci dit, pour d'autres raisons). Ainsi, le secteur public s'est avéré être utile aux capitalistes en remédiant à l'époque au défaut de l'accumulation et de la rentabilité du capital.

Ensuite, l'État va décider de restructurer l'appareil productif du secteur public ou de le privatiser. Petit à petit, l'édifice se réduira comme une peau de chagrin : poste, transport ferroviaire et éducation nationale. Toutefois, l'intervention de l'État (comme garant de l'ensemble de la structure sociale) est toujours la bienvenue, sans compter la manne des collectivités, pour les banques et les actionnaires. C'est là justement qu'interviennent tous les fonds publics ou privés ainsi que le crédit pourrait-on dire ! Ceux-ci permettent de compenser le défaut de l'accumulation.

Une autre solution pour résoudre le défaut de l'accumulation est de recourir à l'emprunt d'argent, notamment par le crédit qui se rembourse contre des intérêts et dont les taux peuvent fluctuer. Mais cela s'incorpore dans le prix de la marchandise. Pour rester compétitif et faire face à des coûts de production trop grandissants, voire remédier à la faible productivité, les capitalistes modifient la composition du capital organique grâce à l'innovation de procédés techniques et scientifiques, en accroissant sa partie constante au détriment de celle qui est variable (3 pour 1, par exemple). En conséquence, l'armée de réserve grossit - ou, pour reprendre l'expression usuelle, le chômage - qui est inhérent au mode de production capitaliste.

Les capitalistes l'utilisent comme arme de pacification puisque la crainte du licenciement facilite la soumission chez les exploités. Cela contribue à rendre plus difficile, voire empêcher, toute irruption de la combativité, sans oublier que les capitalistes savent entretenir sciemment le clivage entre la force de travail qui est active et celle qui est inactive. Les capitalistes peuvent avoir ainsi le champ libre pour intensifier les gains de productivité et dégrader les conditions de travail.

Cela dit, l'armée de réserve est hétérogène dans sa composition et on peut distinguer plusieurs régiments :

- celui qui est constitué par les précaires, notamment les intérimaires. Son développement a été assez important jusqu'au déclenchement de la crise de 2008. Consacre-t-il une modification du salariat (22 950 000 de personnes pour l'année 2006) dans sa forme traditionnelle ? (La notion de précarité fait couler de l'encre et

particuliers, les entreprises, les entités territoriales et toutes les structures qui possèdent des avoirs), pour les prêter à d'autres afin de financer leur activité. L'épargne et l'emprunt constituent un capital soumis au versement d'un intérêt. Le taux d'intérêt relativement élevé attire l'épargne. C'est plus de crédit à octroyer pour financer l'activité économique dans son ensemble. Néanmoins, c'est aussi du crédit beaucoup plus cher, dont le coût s'incorpore dans la valeur d'échange de la marchandise, qui en majore le prix de manière inflationniste. D'où cette contrainte pour user de moins de crédit. À l'inverse, un taux d'intérêt faible n'incite pas à épargner mais à consommer et à recourir au crédit, devenu moins onéreux pour la valeur d'échange de la marchandise. On comprend que les taux d'intérêts jouent sur l'épargne, le crédit et l'inflation.

La situation optimum étant : forte épargne, crédit contenu, faible inflation, cela initie le cycle vertueux : épargne → crédit → production → chiffre d'affaires → revenu primaire. Ce dernier stimule la consommation, la production, l'épargne et le crédit, le tout soutenant la croissance. Ce qui permet d'honorer le crédit ainsi que de garantir et rembourser l'épargne.

La conjoncture actuelle, qui se caractérise par un endettement colossal et une croissance faible ou nulle, entraîne une diminution du pouvoir d'achat et de l'épargne ; le crédit à la hausse, tant la masse que le taux, fait que les bénéfices, les marges, les excédents, les chiffres d'affaires, les PIB et les PNB ne sont plus suffisants pour rembourser l'ensemble des dettes. C'est par ce mécanisme que l'épargne court à sa perte.

A défaut de moyens pour rembourser le crédit, comment réduire son impact ? Sinon en baissant sur lui-même l'effet de l'épargne, surtout si celle-ci réclame son dû ou ne finance, voire refinance, les emprunteurs acculés à la faillite. Notons qu'il y a une épargne très spéculative possédant de gros moyens financiers et techniques afin d'échapper aux contraintes du cadre national pour s'investir au niveau international, alors que l'épargne dite populaire ou de précaution (revenus modestes et moyens) est tributaire d'organismes nationaux, tels que les banques, les assurances, les mutuelles, etc. À cette épargne directe des particuliers s'ajoute l'épargne salariale qui inclut les retraites, les intéressements aux bénéficiaires... C'est cette épargne populaire qui est régulièrement spoliée, en bonne logique capitaliste, d'après un scénario proportionnel à l'état de crise :

-1 - Crise mineure liée au défaut de remboursement du crédit de certains secteurs économiques

Moyennant quelques faillites et des rentrées de crédit, les pertes sont limitées. Mais cela n'équilibre pas les comptes des organismes de prêts ; des déficits s'annoncent. Cela provoque un mini krach boursier opérant une décote des valeurs de l'épargne. Cela permet toutefois d'enregistrer un résultat positif des comptes d'exploitation des organismes de prêts. Par exemple, la baisse de 10 % du remboursement dû à la décote de l'épargne compense la baisse de 10 % des recettes du crédit pour la banque ; l'épargnant a perdu de l'argent. Le secteur économique se restructure et on espère que la reprise relance l'épargne et le crédit.

-2 - Crise majeure de type 1929 ou comme celle de 2008

Le remboursement des dettes engendre des faillites en cascade et assèche l'épargne. C'est à la fois un défaut de solvabilité et de liquidité. Les épargnants retirent leurs dépôts. Pour rembourser, les organismes vendent des actifs. Ils récupèrent le maximum de crédit y compris par la saisie et la ruine de leurs débiteurs. S'ensuit un krach boursier majeur et une dévalorisation des actifs, entraînant ceux censés garantir le crédit. Les épargnants, les emprunteurs, les particuliers et les sociétés sont coincés. Les États et leurs gouvernements sont contraints d'agir. En garantissant les dépôts (effet psychologique pour rassurer l'épargnant), ce qui est financièrement impossible vu que l'épargne représente plusieurs fois leur PIB, ils recapitalisent certains organismes en les nationalisant ou en leur prêtant de l'argent pour éviter d'être sur la paille. Les États et gouvernements émettent de la monnaie pour abonder en liquidité les agents économiques. Ils mettent dans une caisse de défaisance les titres de crédit toxique pour éviter de nouvelles faillites. Ils revendront ces titres plus tard, sachant qu'il peuvent être bénéficiaires ou le faire à perte (c'est souvent le cas). Trop atteintes ou moins vitales, d'autres officines sont déclarées en banqueroute. L'épargne déposée est partie en fumée.

-3 - Crise systémique structurelle touchant à la fois la sphère productive (stagnation, récession, faillite, etc.) et financière (spéculation, crédit épargne, crack boursier, insolvabilité, etc.)

Sa déflagration peut entraîner la banqueroute des États : l'Argentine en 2001 et l'Islande en 2008. Des pays comme l'Irlande, l'Espagne, l'Italie, la Hongrie, la Grèce et le Japon sont eux-mêmes menacés de subir le même sort.

On nous dira qu'on ne pouvait pas prévoir et que c'est comme ça ! Une fois la crise terminée, l'activité économique repartira de plus belle. En réalité, les États, les gouvernements, les banques et les traders ont organisé tout ce système. Pour mieux utiliser l'épargne et générer du crédit, ils ont modifié les règles prudentielles (baisse des réserves de sécurité et assouplissement de l'accès au crédit). Afin d'éviter le risque d'insolvabilité et de faillite en découlant, ils ont transféré les risques sur l'épargnant : « credit défaut swap » (CDS), swap de taux d'intérêts, les véhicules financiers (SIV), LBO, hedge funds, sans oublier la titrisation. Possédant peu de fonds propres, toutes ces structures utilisent directement l'emprunt et l'épargne en émettant des obligations à très hauts rendements. Quand la conjoncture se retourne, la décote de leurs actifs et obligations les rend insolubles à cause de leur endettement. Ayant ruiné les souscripteurs, il ne leur reste plus que la faillite.

Pour juguler la crise mais aussi pour que l'économie ne soit pas à l'arrêt, les États ont déversé des liquidités. Cela génère de l'inflation et encore plus de recours au crédit. Ils ont également recapitalisé les banques et pris en charge les pertes des fonds de défaisance. Ils ont continué tout bonnement à s'endetter par l'emprunt et mis en place une baisse de la fiscalité des plus riches. Le résultat est que la dette publique et des particuliers ainsi que le déficit public atteignent désormais des sommets astronomiques.

Cette situation comparée aux précédentes permet dès lors d'énoncer quatre

Le capitalisme est un mode de production qui a dû dépasser la reproduction simple car sa persistance aurait condamné sa propre existence. Il faut en effet saisir que le capitalisme est un rapport social fondé sur le capital et le travail : d'un côté les détenteurs des moyens de productions et de l'autre ceux qui ne disposent que de leur seule force de travail - dans la définition classique mais qui est imparfaite aujourd'hui. Les plus perspicaces d'entre les capitalistes ont su se comporter avec retenue en ne dilapidant pas toute la plus-value pour ne satisfaire que leur jouissance immédiate.

En règle générale, les capitalistes doivent renouveler les moyens de production qui s'usent quotidiennement et rétribuer la force de travail afin qu'elle continue à être en tant que telle. Les capitalistes divisent ensuite la plus-value, ou plutôt le produit net, en deux parties : l'une qui leur est bien affectée sous forme de rente, par exemple ; l'autre qui se change en capital additionnel s'ajoutant au capital primitif. Si l'extraction de la plus-value s'accomplit dans la sphère productive, elle se concrétise dans la vente des marchandises sur le marché : $A \rightarrow M \rightarrow A'$ (argent - marchandise - surplus d'argent). En effet, c'est par le marché que la régulation des échanges s'effectue et celui-ci n'est qu'un territoire dans lequel les marchandises circulent.

La fabrication des marchandises est une chose mais la vente en est une autre. Cela dépend donc de l'état du marché. Car la solvabilité du marché détermine en dernière instance les possibilités de la sphère productive dans le progrès de l'accumulation. Quand il est insolvable ou saturé, voire les deux en même temps, c'est inévitablement la surproduction : le non-écoulement des marchandises. Ce qui implique une baisse de la concrétisation monétaire de la plus-value. Les capitalistes disposent de moins d'argent pour investir dans le capital organique : l'accumulation fait défaut et le capital n'est plus en expansion. Si cette situation perdure, le coût du capital organique est beaucoup trop fort. Il s'ensuit une baisse du taux de profit par la suraccumulation de capital. Or la règle d'or du capitalisme est que la rentabilité du capital doit être assurée.

Les capitalistes sont « obligés » dès lors de comprimer le coût du capital organique en jouant sur les variables d'ajustement et de chercher des nouveaux débouchés, s'ils veulent être en capacité de surmonter cette difficulté de la surproduction. Il faut ajouter que la concurrence aboutit à l'élimination des capitalistes les moins performants. Parallèlement on passe du mouvement de la concentration à celui de la centralisation des capitaux. Ces deux mouvements vont permettre l'avènement des multinationales qui sont le fer de lance d'un capitalisme mondialisé.

Quand le mécanisme de la crise va se déclencher à nouveau en 1974, le secteur public sera considéré comme un obstacle pour les deux raisons essentielles suivantes :

- le salariat d'État ne peut être mis en concurrence, puisqu'il bénéficie d'un statut lui garantissant la permanence de l'emploi ;
- le monopole d'État empêche l'accaparement de ses parts de marché. Ce qui freine

70% des prêts sont titrisés. Pour 2007, le marché des titres était aux États-Unis de 2 224 milliards de dollars pour un encours obligataire de 12 600 milliards de dollars et en Europe de 1 145 milliards d'euros contre 2 100 milliards d'euros (d'encours obligataire). Le but de la titrisation est de sortir des prêts du bilan des banques pour réduire le risque d'insolvabilité, faire financer ces prêts par d'autres, contourner le ratio « MC Donough » et ainsi augmenter la masse du crédit. Les acheteurs de ces titres espéraient que la croissance de l'économie (accompagnée d'une inflation modérée) allait réduire les risques de non remboursement tout en valorisant les actifs et en engrangeant les bénéfices et commissions.

QUELQUES INDICATEURS ET UN RAPPEL SUR LE CAPITALISME

I

Les licenciements vont bon train depuis le déclenchement de la crise de 2008 en France. Pour l'année 2009, on a dénombré 700 000 nouvelles destructions d'emploi. En janvier 2010, un million de chômeurs sont arrivés en fin de droit et 600 000 d'entre eux n'ont désormais plus guère droit à rien, vu les modalités de calcul intégrant les revenus du conjoint ». Selon le BIT, le taux de chômage devrait atteindre 10,9 % de la population active pour l'année 2010. Ce qui annule l'effet du papy boom tout comme le projet de loi dit immigration choisie [1].

Parlons

maintenant de l'explosion de la dette publique. Combien représente-t-elle en part du PIB (Produit intérieur brut) ? Ce n'est plus 67,5 %, ni même 70 % (comme nous l'écrivions en 2008). Pour l'année 2009, la dette publique est arrivée désormais à hauteur de 77,6 % du PIB. On prévoit même qu'elle pourrait passer à 83,3 % pour l'année 2010 et atteindre le record de 87,1 % pour l'année 2012 ! N'oublions pas aussi le déficit de l'État qui plafonne à 117,6 milliards d'Euros ; soit 81 % du déficit public de la France qui s'estime à 144,8 milliards d'euros pour l'année 2009. Quant à l'inflation, elle devrait se situer à 1,4 % pour l'année 2010.

Certes, ces quelques indicateurs ne suffisent pas pour dresser un panorama assez exhaustif de l'état de l'économie française qui est tributaire, comme chaque économie nationale, de la marche du capitalisme. Mais ils permettent tout de même de s'en faire une petite idée à laquelle il est utile d'adjoindre un rappel sur le capitalisme.

hypothèses :

- 1) La théorie des crises cycliques (Kondratief, Schumpeter et Juglar), chère aux économistes, est pertinente dans la mesure où l'économie repart après la tourmente ou le désastre. Mais quand la crise est beaucoup plus grave, cette théorie s'avère obsolète.
- 2) L'impérialisme va reprendre de la vigueur par l'affrontement de blocs d'États.
- 3) L'antagonisme de classes s'exacerbe et amorce un état conflictuel à l'échelle de la planète qui peut aboutir à des conflits sociaux et politiques.
- 4) Le capitalisme décroissant et de paupérisation massive semble intégrable pour la bourgeoisie de droite comme de gauche.

En prétextant le caractère naturel et l'indépassabilité du système capitaliste, le sien, la bourgeoisie ordonne de courber l'échine.

En réponse, les anarchosindicalistes rappellent que c'est la force de travail qui réalise tous les biens économiques ; c'est l'argent de ces biens, avec les actifs d'épargne, qui financent l'économie. Bien entendu, la bourgeoisie ne manquera pas de rétorquer que ces biens et actifs d'épargne n'auront plus de valeur parce que nous produisons peu et sommes beaucoup trop payés.

Cependant, nous ne nous laissons pas illusionner par une pseudo-réalité, nous le savons que trop : la valeur de ces biens et actifs d'épargne ne sont que l'expression monétaire artificielle de la comptabilité capitaliste. Quelle que soit la dépréciation comptable, ces biens (terres, machines, entreprises, stocks, hôpitaux, écoles, logements, etc.) et ces titres d'épargne ne sont pas fictifs.

Nous autres, anarchosindicalistes, nous qui prenons le parti des exploités, nous avons nos bras et nos cerveaux. Nous les utiliserons afin de satisfaire les besoins de tous.

Il est temps qu'advienne une société réellement juste, égalitaire et fraternelle dans l'intérêt de tous - et non celui des vautours. Le « communisme libre » est le but des anarchosindicalistes.

Pour finir, ajoutons, non sans ironie, que si ces biens ne valaient que des clous, pourquoi donc la bourgeoisie entamerait-elle la bataille pour les conserver ?

Michel Bakounine clamait avec poigne que : « Tout ce qui, en langage politique, s'appelle le droit n'est rien d'autre que l'illustration du fait créé par la force. » Alors, vae victis (malheurs aux vaincus) ! Telle est cette loi que nous enseigne l'histoire.

Jean Picard, membre CNT-AIT Caen, janvier 2010

En (très) bref :

Comme cela à déjà été écrit dans les colonnes de ce journal, l'économie occidentale, et principalement celle des États-Unis, est affectée par la crise dite fordiste.

Pourquoi les capitalistes et les politiciens ont-ils pratiqué la surenchère de l'endettement ? C'est pour maintenir le pouvoir d'achat et la croissance. En même temps, ils utilisent le crédit, financé par l'épargne mondiale, elle-même attirée par des rendements dus aux artifices des montages financiers.

En 2008, la crise a mis à nu ces derniers, ainsi que le crédit. La gauche et l'extrême-gauche ne dénoncent que le capitalisme libéral et sa finance. Ils ne posent qu'une partie de la problématique au lieu de l'appréhender dans sa totalité. Pourtant, des économistes (dont Karl Marx) ont très bien expliqué que le capitalisme reposait sur une double sphère : productive et financière.

Quelle est l'origine de l'argent de la finance ? Elle est tirée de l'extorsion de la plus-value, issue de l'exploitation de la force de travail.

Pour quelles raisons nombre de capitalistes empruntent-ils jusqu'à la déraison ? Parce qu'ils n'arrivent plus à dégager suffisamment d'investissements pour accumuler.

D'où vient le fait qu'il y a si peu de profits ? Parce que la croissance est faible.

Dans quel but les patrons compriment-ils le capital organique ? Pour augmenter le taux de profit et permettre un bon retour sur investissement.

Pourquoi certains capitalistes acceptent de la finance une pression si forte sur leurs sociétés ? Parce qu'ils placent leurs rentes dans cette finance.

Au final, la finance ruine les petits épargnants et fait payer le contribuable. C'est bien le capitalisme, dans toutes ses variantes et stratégies, qui exploite et qu'il est nécessaire d'abattre.

Petit glossaire économique à l'usage des honnêtes gens qui n'y comprennent rien

Leveraged Buy Out (LBO) : En 2007, ce type de fonds, avec 300 milliards de dollars de fonds propres (le reste par un emprunt à 15% d'intérêt environ), a financé un tiers des acquisitions d'entreprises pour un montant de 1 200 milliards de dollars. 70 à 80% des prêts LBO ont été titrisés. Le LBO soumet l'acquisition à un taux d'endettement de 75 à 90% et exige un ROE (retour sur investissement) de 25%. Lors-que la situation économique ne permet pas de satisfaire ce ROE, le LBO ne rembourse pas son crédit à la banque, qui inscrit cette créance en perte.

Fonds spéculatifs ou « hedge funds » : Ils se-raient 9 799 pour une valeur de 2 400 milliards de dollars et sont, pour la plupart, domiciliés dans les paradis fiscaux. Les hedge funds se financent principalement par l'emprunt à 15%. Celui-ci peut représenter de six à trente fois leurs fonds propres, ce qui implique un ROE de 20% à 25%. Ils

spéculent sur les taux d'intérêts et de change, les valeurs boursières, les produits dérivés, les matières premières et alimentaires. Les hedge funds créent le LBO. Ils dévorent les bénéfices des entreprises, les actifs des caisses sociales et les divers fonds de pension. Ils promettent à leurs souscripteurs (États, banques, collectivités territoriales, caisses sociales, particuliers, etc.) des gains importants. Il y a une similitude avec le LBO quand les hedge funds voient leur ROE et ses souscripteurs diminuer. Ceux-ci ne peuvent rembourser leurs emprunts. C'est donc la faillite et les pertes bancaires.

Règles bancaires ou règles prudentielles : Elles faisaient que les mensualités du prêt ne représentaient que 30 à 40% du revenu du particulier et permettaient de conserver des réserves bancaires suffisantes pour éponger les pertes d'insolvabilité. Ces règles prudentielles vont être régulièrement réduites. En 1988, la banque des règlements internationaux a élaboré les accords de « Bâle 1 » : le ratio « Cooke » va n'obliger le prêteur qu'à couvrir ces crédits par 8% de ses fonds propres. Mais en 2008, les accords de « Bâle 2 » ont pondéré ces 8% suivant les agences de notation (ratio « MC Donough »).

Parallèlement, les prêts n'ont plus été garantis par le revenu mais par la valeur des biens hypothéqués de l'emprunteur et cela jusqu'à 85% du prêt. On a atteint, avec les « subprimes », de 110 à 125% du prêt. On a allongé le délai du prêt (de 30 à 40 ans) avec un taux fixe de 7% les deux premières années, puis à un taux variable allant jusqu'à 14%.

Credit default Swap (CDS) : C'est un contrat d'assurance où l'émetteur du prêt s'assure auprès d'une grande institution internationale (de type AIG), qui réglera la défaillance du souscripteur du crédit.

« Swap » de taux d'intérêt et de change : Le swap est un produit dont le garant (hedge funds ou une simple banque d'affaires, voire une grande banque comme UBS, AIG et Fannie Mae) s'engage à indemniser le prêteur sur les risques des taux. Par exemple : le prêt à 7% est financé par des dépôts à 4%. Si ce dernier passe à 5%, le garant paie le coût de 1%. Les montants étaient vers la mi-2008, pour les CDS, de 62 000 milliards de dollars et, pour les swap de taux d'intérêt et de change, de 20 000 milliards de dollars. Ces chiffres démontrent que les prêteurs n'ignoraient rien de la masse du crédit et du risque d'insolvabilité, d'où le recours massif à ces produits dérivés.

Titrisation : On crée au départ un portefeuille de créances (immobilières ou de consommation, etc.), puis ensuite des CDO (« Collateralized Debt Obligation ») composés de créances bancaires, prêts hypothécaires, CDS, autres produits dérivés et prêts (États, institutions, collectivités territoriales, entreprises et étudiants). Ces titres de prêts deviennent des obligations vendues à des hedge funds, fonds de pensions, banques, assurances, mutuelles, fonds souverains, États, collectivités territoriales et, également, à des petits épargnants qui l'ignorent (OPCVM et FCP). Aux États-Unis,